

A Blois, le 8 juin 2015

**COMPTE-RENDU DU CTL DU 28 MAI 2015**

Le 28 mai 2015 s'est tenu un CTL dont l'ordre du jour était : le bilan de la campagne DUERP/PAP et le Tableau de Bord de Veille Sociale (pour information).

Néanmoins, l'ordre du jour fut bousculé par l'information reçue le vendredi 22/5, par la NR, de la décision prise par la Direction de supprimer les trésoreries de Salbris et de Selles/Cher pour le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Nous avons lu une déclaration liminaire (infra).

**Informations sur « l'évolution du réseau et l'aménagement des structures ».** A la suite des interpellations syndicales, M. Le Buhan a tout d'abord répondu qu'il fallait s'adapter aux réductions drastiques des moyens alloués à la DGFIP, avant tout humains, en regroupant les missions et les trésoreries, qui ne seraient plus gérables avec de trop petits effectifs. Ces regroupements seraient, rassurez-vous, « *profitables pour les agents, tout comme les usagers et les collectivités locales* ». L'évolution des implantations se feraient (nous employons le conditionnel car il ne s'agit pour l'heure, bien sûr, que d'un « projet », comme l'était il y a peu le transfert du SPF de Romorantin à Blois) sur d'une part le transfert de la gestion hospitalière sur les trois sites de Blois, Romorantin (Selles/Cher, Montrichard, Saint-Aignan) et Vendôme (Montoire), d'autre part le transfert de trésoreries.

Pour la gestion hospitalière, la pénurie d'effectifs mettrait à court terme en péril la technicité nécessaire à cette mission.

Pour les deux trésoreries de Salbris et Selles/Cher, qui ne font qu'entamer le processus (avant la « Vallée du Cher » puis le nord du département), le transfert serait justifié par une baisse d'activités, l'absence de comptable à Selles qui « *ne sera pas remplacé* », une baisse du nombre de visiteurs, mais rassurez-vous une nouvelle fois, la dématérialisation va résoudre tous les problèmes et « *maintenir la qualité du service public* », ce que les élus ne sembleraient pas comprendre. La totalité des missions et des agents de Salbris seraient annexés par la trésorerie de Lamotte-Beuvron (qui serait plus « *attractive* ») tandis que la trésorerie de Selles/Cher serait éclatée entre celle de Contres et celle de Romorantin (gestion hospitalière). Au TAGERFIP, 2 B et 1 C seraient transférables de Salbris à Lamotte, 1 B et 1 C de Selles à Contres et 1 B de Selles à Romorantin. Pour l'heure, aucune information quant aux garanties apportées aux agents (mutations, priorités, prime de restructuration).

Quant à la méthode employée et l'absence de visibilité sur les projets de l'administration sur les années à venir, M. Le Buhan ne peut ou ne veut en dire plus.

Au-delà du devenir des agents, c'est l'annonce du démantèlement du maillage territorial qui nous interpelle et les conséquences à terme pour la gestion des communes. A terme, aucun site, aucun service n'est à l'abri. Les conditions ont été créées afin de pouvoir justifier le démantèlement du réseau territorial de proximité. La préoccupation de l'usager n'est plus la priorité de l'administration.

Le sujet sera rediscuté au prochain CTL du 30 juin 2015.

Le Bilan de la campagne du **Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP)** a fait le point sur les mesures de prévention mises en place par la Direction dans le cadre du recensement des risques, tant matériels qu'organisationnels, qui ont un impact direct sur la santé et la sécurité des agents. Le PAP (Programme Annuel de Prévention) doit proposer des actions pour répondre à ces risques recensés : 29 actions ont été entreprises en 2014.

Le **Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS)** a été présenté. Il s'agit d'un outil statistique, mis à jour semestriellement, sur la santé et les conditions de vie au travail des agents à travers des indicateurs, notamment sur les congés maladie, CET, écrêtements horaires, violences physiques ou verbales, et sur les relations professionnelles et sociales (appels de notation, grèves, etc.). Nous avons déploré la nouvelle augmentation du nombre de congés maladie de courte durée après une montée spectaculaire en 2013, qui dénote de façon évidente que les agents sont de plus en plus fatigués par les rythmes de travail et l'augmentation de la charge de travail due notamment aux politiques de suppressions d'emplois et de vacances de postes. Une même analyse peut être tirée du nombre très important d'écrêtements horaires (2505 H perdues par les agents sur l'année 2014), même si ce chiffre baisse et qu'il peut aussi s'expliquer pour des raisons personnelles. A noter une hausse des fiches de signalement.

En questions diverses, nous avons demandé où en est la régionalisation du service contentieux. M. Le Buhan a répondu que cette restructuration est en marche et que cette mission serait transférée à la DRFIP du Loiret, probablement en 2017. Ensuite, nous avons dénoncé le fait que les agents de SIP, durant la campagne IR, ont été sollicités à faire la promotion de la télé-déclaration, ce qui n'est pas leur rôle, et ont dû compenser la suppression de l'assistance informatique liée à cette démarche, alors qu'ils n'étaient pas suffisamment formés à cette tâche.

Voici la liminaire que nous avons lue :

Monsieur le Président,

Nous avons été surpris d'apprendre par la presse, ce vendredi 22 mai, à l'instar des usagers et des maires de la communauté de communes, une journée après le maire et les agents concernés, que vous envisagiez de fermer la trésorerie de Salbris début 2016. Dans un mail du même jour adressé aux secrétaires de section, vous nous informiez de votre intention d'inscrire ce sujet d'importance dans le cadre des questions diverses. Dans ce CTL qui a pour ordre du jour les conditions de vie au travail des agents et leur santé, nous vous rappelons et insistons sur la nécessaire transparence due aux personnels dans le processus de Démarche Stratégique. Le sentiment que l'administration avance dans l'opacité son projet de plan triennal de démantèlement du réseau, annoncé au coup par coup, entretient et amplifie le malaise général. Nous attendons de la transparence, de la communication et le respect de la consultation des instances de dialogue social !

La RAN de Romorantin est en cours de désertification, avec la suppression de la trésorerie puis de la permanence de Neung/Beuvron, celle annoncée à terme par Mme Coulongeot depuis des mois de la trésorerie de Selles/Cher, désormais celle de Salbris, qui se rajoutent aux missions déjà transférées à Blois, comme la FI, l'enregistrement, le PCE, le CSP et le SPF. La commune de Salbris voit ses services publics disparaître, comme l'ETAMAT.

Nous trouvons scandaleux le silence qui accompagne la démarche stratégique à la DGFIP et qui empêche les collègues de connaître les conséquences prochaines des mesures que vous savez certaines ou probables dans les années à venir et pas seulement pour début 2016. Dans l'intérêt des agents, nous vous demandons de prendre en considération leurs mal être et anxiété.